



Dialogue d'experts de haut niveau sur le thème « Science, technologie, innovation et programme de transformation de l'Afrique »

Thèmes possibles pour 2017

L'édition de 2017 du Dialogue d'experts de haut niveau sur le thème « Science, technologie et programme de transformation de l'Afrique » se tiendra à Dakar.

Les thèmes ci-dessous présentés s'appuient sur des travaux précédents ou en cours et s'inspirent des actuels débats d'orientation et dialogues sur les problèmes de développement de l'Afrique.

1. Le financement participatif comme instrument additionnel de financement des jeunes entreprises innovantes africaines

D'après un rapport de la CEA qui sera publié prochainement sur le thème « Financer la recherche-développement en Afrique », aucun pays africain ne respecte ou ne respecte avec constance la décision de l'Union africaine tendant pour les pays à allouer 1 % de leur produit national brut à la recherche-développement afin d'appuyer l'innovation. Selon le rapport, le financement alloué par le secteur privé à la recherche-développement est faible, comparé aux dépenses publiques en Afrique et aux dépenses du secteur privé dans d'autres régions du monde consacrées à la R-D. Il est dès lors aisé d'en déduire que le financement constitue une contrainte majeure pour la recherche-développement et qu'il est temps de rechercher de nouveaux modes de financement de la recherche-développement.

Il y a eu ces dernières années une croissance du nombre de jeunes entreprises en Afrique. Certaines données font apparaître parmi ces dernières un fort taux de mortalité. La raison pourrait en être que les jeunes entreprises sont des investissements particulièrement risqués ; la plupart d'entre-elles n'ont ni l'expérience ni les ressources nécessaires pour faire face aux défis et croître. Les jeunes entreprises innovantes prennent le risque supplémentaire d'utiliser des concepts d'affaires non encore expérimentés. Aussi, financer des jeunes pousses qui, par exemple, misent sur une application, un composé biologique, un appareil médical ou énergétique, présente-t-il plus de risque pour la plupart des bailleurs de fonds traditionnels (comme les banques). De nouveaux mécanismes de financement commencent à émerger, qui pourraient appuyer les jeunes entreprises, celles qui sont innovantes en particulier. Ils comprennent des investisseurs dits providentiels, des programmes gouvernementaux d'innovation, des fonds à la fois publics et privés, des investissements participatifs, qui sont des mécanismes par lesquels, les projets, les idées et les innovations sont financés par de petits dons ou par des investissements provenant d'un groupe de personnes. Le Dialogue des experts de haut niveau pourrait explorer les nouvelles sources de financement afin d'aider les décideurs à comprendre les possibilités qu'offrent celles-ci et les risques que chacune d'elles présente. Les débats peuvent porter notamment sur les progrès et tendances des initiatives de financement en Afrique et au-delà ; leur prévalence et valeur, ainsi que le volume des entreprises financées ; les caractéristiques principales des modes de financement, la nature et les types d'innovation

susceptibles d'attirer davantage les différents investisseurs ; les choix juridiques et réglementaires pour les modes de financement, ainsi que les possibilités de développement et de croissance des mécanismes de financement des jeunes pousses en Afrique.

2. Repositionner l'enseignement supérieur en Afrique pour faire avancer le programme du continent en matière de science, de technologie et d'innovation

Récemment, les pays africains ont considérablement amélioré l'accès à l'enseignement supérieur. Le nombre des institutions de l'enseignement supérieur a augmenté. L'enseignement supérieur privé est en essor, tout comme le nombre des institutions de l'enseignement supérieur qui dispensent une formation dans le domaine des STI. Toutefois, ce progrès rapide ne s'est pas accompagné d'une augmentation avérée de la productivité de ces institutions en Afrique, s'agissant de production scientifique et d'innovation. Une seule université africaine figure parmi les 300 meilleures universités du monde. Par rapport aux nombreux défis de développement auxquels est confrontée l'Afrique, les universités africaines semblent ne pas être en mesure de contribuer à la mise en valeur des sciences, de la technologie et de l'innovation pour concrétiser la transformation structurelle du continent. Le Dialogue des experts de haut niveau pourrait analyser en profondeur ce problème et formuler des recommandations novatrices sur les politiques à suivre.

3. Nouvelles frontières : utiliser les possibilités offertes par les progrès de la biotechnologie moderne pour réduire la faim, améliorer la santé et accélérer l'industrialisation en Afrique

Les progrès en biotechnologie que connaît l'humanité sont presque aussi rapides que ceux observés dans les technologies de l'information et de la communication (TIC). Les avancées prodigieuses dans le secteur ont débouché sur le développement de nouveaux médicaments, traitements et instruments d'analyse par le secteur pharmaceutique, la création de nouvelles filières manufacturières et industrielles, notamment dans les secteurs alimentaires et textiles, et la mise au point de nouvelles techniques de transformation dans les secteurs des mines et de l'énergie, pour ne citer que ceux-là. Rares sont les pays africains qui utilisent la biotechnologie, plus rares encore sont ceux qui mettent en place les infrastructures et institutions nécessaires pour exploiter les possibilités qu'elle offre. Ce sont les préoccupations classiques relatives à la sécurité et des considérations culturelles, religieuses et éthiques qui semblent entraver l'investissement du continent dans cette technologie et la science qui la porte. Le Dialogue des experts de haut niveau pourrait étudier les obstacles institutionnels, les défis et perspectives de l'Afrique dans les domaines de la biotechnologie moderne.

4. Mettre la science, la technologie et l'innovation au service de la mise en œuvre du Programme 2030 et de l'Agenda 2063 en Afrique

En s'appuyant sur les travaux en cours concernant la mise en œuvre de la Stratégie 2024 pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA-2024) et les travaux récents de l'équipe technique interinstitutions de l'ONU sur la science, la technologie et l'innovation au service des objectifs de développement durable, ainsi que sur les conclusions de la neuvième Réunion annuelle conjointe du Comité technique spécialisé de l'Union africaine sur les finances, les affaires monétaires, la planification économique et l'intégration et de la Conférence des ministres africains des finances, de la planification et du développement économique de la Commission économique pour l'Afrique sur l'harmonisation du Programme 2030 et de l'Agenda 2063, le Dialogue des experts de haut niveau pourrait analyser, de façon

pratique et innovante, dans quelle mesure pourrait-on mettre en place des mécanismes permettant de contribuer effectivement par la science, la technologie et l'innovation (comme moyen de mise en œuvre) à la réalisation en Afrique du Programme de développement durable à l'horizon 2030 et de parvenir à la destination voulue par le continent, celle de « l'Afrique que nous voulons »

5. Programme d'intégration africaine et science, technologie et innovation

Des technologies comme les TIC, les transports et l'énergie sont les moteurs de l'intégration régionale et l'intégration régionale peut à son tour, servir de moteur à l'innovation et au développement de la technologie. La coopération régionale est donc essentielle à la mise en œuvre de grands projets de science et de technologie, tels que Square Kilometre Array, l'Université panafricaine, les initiatives en matière de biosciences du Nouveau Partenariat pour le développement de l'Afrique (NEPAD) et le Centre africain pour le contrôle et la prévention des maladies, entre autres. La mesure dans laquelle l'Afrique utilise ses organismes et centres d'excellence régionaux pour promouvoir l'innovation et faire face à certains de ses grands défis, tels que l'industrialisation, la création d'emplois et la réduction de la pauvreté, figurera parmi les sujets à débattre. Les autres sujets porteront sur les mesures susceptibles d'encourager la collaboration, de réduire la dépendance à l'égard des sources extérieures, d'intégrer la diaspora et de partager les ressources.

6. Améliorer l'accès aux infrastructures de recherche comme moyen d'atteindre les objectifs de la Stratégie 2024 pour la science, la technologie et l'innovation en Afrique (STISA-2024) et du Programme 2030

Les structures de recherche (définies par l'Union européenne comme étant des installations, des ressources et des services utilisés par la communauté scientifique pour mener des recherches et favoriser l'innovation) sont rares en Afrique. Nombre de pays du continent manquent d'infrastructures de recherche dignes de ce nom pour entreprendre des recherches de pointe. Le peu de structures dont ils disposent souffre d'insuffisance de ressources et d'entretien, si bien qu'elles échouent dans leur mission. Dans les pays qui disposent de quelques infrastructures de recherche, des querelles intestines et le manque de ressources obligent leurs propriétaires à en restreindre ou interdire l'accès pour le personnel scientifique extérieur. Il existe par ailleurs de grandes disparités entre les pays africains s'agissant de la possession d'infrastructures de recherche. Des pays comme l'Afrique du Sud, pleinement engagés dans la recherche au niveau mondial, possèdent des infrastructures de recherche sophistiquées. D'autres par contre, en manquent. Il n'existe pas non plus des modalités de coopération entre pays africains dans l'utilisation de ces infrastructures, qui permettraient d'en ouvrir l'accès aux scientifiques des pays déficitaires. Il en résulte une productivité globale de la recherche en Afrique plus faible qu'elle ne devait l'être et de nombreux défis qui restent à relever. Cette situation ralentit le rythme de l'innovation. Le Dialogue des experts de haut niveau analysera le rôle des infrastructures de recherche, examinera la question de savoir si une feuille de route nationale des structures de recherche, comme celle adoptée récemment en Afrique du Sud, pourrait constituer une solution au problème.